

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer _ CS 70542
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 23/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDILIANS

Route de Maurupt-le-Montois
51340 Pargny-Sur-Saulx

Références : CL/25-2026
Code AIOT : 0006205386

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement EDILIANS implanté La Haie Herlin 55800 Revigny-sur-Ornain. L'inspection a été annoncée le 09/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'attestation des garanties financières du site est échue depuis le 5 octobre 2025. Malgré une relance datée du 9 septembre 2025, l'exploitant n'avait toujours pas transmis la nouvelle attestation. Cette visite portait donc essentiellement sur l'aspect du suivi documentaire du site et notamment le suivi des garanties financières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDILIANS
- La Haie Herlin 55800 Revigny-sur-Ornain
- Code AIOT : 0006205386
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EDILIANS exploite une carrière d'argile sur le territoire de la commune de Revigny-sur-Ornain. Elle est autorisée par arrêté préfectoral n° 2000-261 du 11 février 2000 à extraire 200 000 t/an en moyenne d'argile.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volume d'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/02/2000, article 3	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/02/2000, article 20	Sans objet
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/02/2000, article 22.1.1	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 11/02/2000, article 25.1	Sans objet
5	Pollution de l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	Sans objet
6	Pollution de l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Sans objet
7	Pollution de l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet
8	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il apparaît que le suivi du site est bien réalisé (plan de surveillance poussières, contrôle des eaux de fond de fouille, garanties financières). Toutefois, actuellement l'exploitant n'a pas de responsable de la carrière (recrutement en cours) et ses missions ont été réparties sur différentes personnes de l'entreprise. Pour ce qui concerne les garanties financières, l'inspection relève que leur constitution avait bien été réalisée dans les temps et que seule sa transmission à la préfecture de la Meuse faisait défaut.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2000, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Volume d'activité
Prescription contrôlée :
L'exploitant est autorisé à exploiter au maximum 400 000 tonnes par an. La production moyenne

annuelle est de 200 000 tonnes.
<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant a précisé les volumes extraits sur les années 2023, 2024 et 2025 à l'inspection. Sur ces 3 années l'extraction était inférieure au volume prévu par l'arrêté préfectoral avec chronologiquement 30 900 tonnes, 17 000 tonnes et 14 496 tonnes.</p> <p>Au regard de l'écart entre son arrêté préfectoral et l'extraction réelle, l'exploitant travaille sur une mise en cohérence de ces deux valeurs par modification de l'arrêté préfectoral. Cette modification devrait intervenir dans le cadre du renouvellement de l'autorisation d'exploiter qui arrivera à échéance en février 2030.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection encourage l'exploitant à déclencher au plus tôt une procédure "phase amont" avec l'inspection des installations classées pour identifier les enjeux de son futur dossier et permettre une instruction plus efficiente.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2000, article 20
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan d'échelle adaptée à la superficie du site, sur lequel figure:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au delà de celles-ci; • les bords de fouille et les dates des relevés correspondants successifs; • les cotes NGF des différents points significatifs; • les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés; • les positions des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 12.4.4) ci-dessus; • la position des fossés de dérivation des eaux pluviales et leur point de rejet.
<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté un plan daté du 2 octobre 2025. Les informations, et notamment la distance des 50 mètres le long du canal définie par l'article 12.4.4 dans la position des ouvrages à respecter, sont bien reprises sur ce plan.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2000, article 22.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de fond de fouille sont pompées et dirigées vers un bassin de décantation aménagé à cet effet avant leur rejet au milieu naturel via le fossé de Conrad. De plus, un fossé périphérique aux zones en exploitation est créé au besoin et dirigé vers ce bassin pour limiter les effets de ravinements en cas de fortes pluies.</p> <p>Les eaux rejetées doivent respecter les seuils suivants (mesurés sur un échantillon moyen représentatif d'un rejet sur 24 heures):</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH compris entre 5.5 et 8.5 ; • MEST < 35 mg/l (NFT 90-105) ; • DCO < 125 mg/l (NFT 90-101) ; • hydrocarbures totaux < 10 mg/l (NFT 90-114).
<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté le rapport de sa dernière analyse du 17 juin 2025, réalisée sur les eaux directement prélevées en fond de fouille. Les valeurs sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH 8,1 ; • MEST 35,3 mg/l ; • DCO 29,6 mg/l ; • HCT <0,1 mg/l. <p>Seule la valeur en matières en suspension (MEST) est légèrement supérieure à la VLE. Cela s'explique par la faible quantité d'eau présente dans le bassin du fait des conditions climatiques lors du contrôle. Compte-tenu de cette faible quantité d'eau, il n'y avait de toute façon aucun rejet dans le milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2000, article 25.1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Compte-tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation, ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au Préfet un nouveau document conforme à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 susvisé, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les garanties financières de la carrière sont échues depuis le 5 octobre 2025. Une lettre de rappel a été envoyée à l'exploitant en date du 9 septembre 2025.</p>

<p>Cette relance est restée sans réponse de la part de l'exploitant.</p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté l'attestation de garanties financières valable à compter du 6 octobre 2025 et établi en mars 2025.</p> <p>La personne en charge des garanties financières a bien réalisé les attestations, mais n'a pas transmis les éléments à la préfecture de la Meuse.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre son attestation des garanties financières à la préfecture de la Meuse sous un délai d'une semaine à réception du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Pollution de l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les « exploitations » de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral prévoit une exploitation de 200 000 tonnes annuelles, l'exploitant est par conséquent tenu de mettre en place un plan de surveillance des émissions de poussières. La mise en place de ce plan de surveillance a été constatée par l'inspection lors de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Pollution de l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure

<p>implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</p> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle, l'inspection a fait remarquer à l'exploitant que sur ses déclarations des émissions de poussières via la plateformes Gerep, les stations de mesures étaient toutes identifiées en type (a).</p> <p>En reprenant le dernier suivi de 2025, qui rappelle le plan de surveillance établi en 2018, il apparaît que les stations de mesure sont bien identifiées selon les critères (a), (b) et (c) définis à l'article 19.6 objet du présent point de contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sur ses déclarations, l'exploitant doit veiller à bien identifier les stations de mesure comme définies par l'article 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Pollution de l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Retombées poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur la campagne 2025, la station en limite de site a présenté 21 mg/m²/j et celle en limite d'habitation 34 mg/m²/j. Les émissions de poussières respectent donc la valeur limite définie par la réglementation.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p>
<p>Constats :</p> <p>La consultation de l'outil Gerep a montré que les déclarations étaient effectuées depuis 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite